

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer le décret numéro 1000-2007 du 14 novembre 2007, modifié par le décret numéro 695-2012 du 27 juin 2012;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et du ministre de la Sécurité publique :

QUE l'École nationale de police du Québec soit autorisée à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 30 juin 2020, comportant les caractéristiques et les limites apparaissant à la résolution numéro ENPQ-74-CA-313 dûment adoptée par le conseil d'administration de l'École nationale de police du Québec le 8 juin 2017, portée en annexe à la recommandation du ministre des Finances et du ministre de la Sécurité publique, lui permettant d'emprunter à court terme ou par marge de crédit, auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, un montant n'excédant pas 5 000 000 \$;

QUE, si l'École nationale de police du Québec n'est pas en mesure de respecter ses obligations sur tout emprunt contracté en vertu du régime d'emprunts précité auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, le ministre de la Sécurité publique élabore et met en œuvre, avec l'approbation du gouvernement, des mesures afin de remédier à cette situation;

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1000-2007 du 14 novembre 2007, modifié par le décret numéro 695-2012 du 27 juin 2012, sans pour autant affecter la validité des emprunts conclus sous son autorité avant la date du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66908

Gouvernement du Québec

Décret 659-2017, 28 juin 2017

CONCERNANT les honoraires à verser à la Société des établissements de plein air du Québec pour la gestion de l'offre des activités et des services dans les parcs nationaux du Québec pour l'exercice financier 2017-2018

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (chapitre S-13.01), la Société exploite, dans les conditions prévues à la Loi sur les parcs

(chapitre P-9), à la Loi sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent (chapitre P-8.1) ou à la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), de même que dans le respect des politiques établies, selon la matière visée, par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ou par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, les parcs situés au sud du territoire visé à la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre D-13.1) et des réserves fauniques; les frais de gestion, calculés selon la méthode fixée par le gouvernement, sont supportés par celui-ci dans la mesure qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour la réalisation de ce mandat, il y a lieu d'autoriser le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs à verser à la Société des établissements de plein air du Québec, à titre d'honoraires, un montant maximal de 13 631 200 \$ pour l'exercice financier 2017-2018;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :

QUE le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs soit autorisé à verser à la Société des établissements de plein air du Québec, à titre d'honoraires, pour la gestion de l'offre des activités et des services dans les parcs nationaux du Québec, un montant maximal de 13 631 200 \$ pour l'exercice financier 2017-2018.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66909

Gouvernement du Québec

Décret 660-2017, 28 juin 2017

CONCERNANT l'indemnisation financière des bénéficiaires de garantie d'approvisionnement pour l'utilisation de leurs infrastructures forestières

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 116.1 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (chapitre A-18.1), le bénéficiaire d'une garantie d'approvisionnement peut obtenir une indemnité, aux conditions prévues à l'article 116.2 de cette loi, pour les chemins, les ponts et les camps forestiers qu'il a réalisés dans le cadre d'un plan élaboré par le ministre, lorsque l'aire forestière sur laquelle reposent ces infrastructures a été intégrée dans un secteur d'intervention dont les bois feront l'objet d'une vente sur le marché libre;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 116.2 de cette loi prévoit que le gouvernement accorde au bénéficiaire qui démontre avoir subi un préjudice une indemnité juste et équitable pour les dépenses d'infrastructures qui n'ont pas fait l'objet de subventions ou de crédits;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 116.2 de cette loi prescrit que cette indemnité est notamment établie sur la base de la valeur nette des infrastructures après amortissement et sur présentation de pièces justificatives et qu'elle peut être versée au bénéficiaire sous forme d'un montant forfaitaire ou d'un crédit lors de l'achat par le bénéficiaire de volumes de bois en application de sa garantie ou selon toute autre modalité déterminée par le gouvernement;

ATTENDU QUE les bénéficiaires de garantie d'approvisionnement mentionnés en annexe de la recommandation ministérielle ont réalisé des infrastructures pour la récolte de bois aux fins d'approvisionner une usine de transformation du bois dans le cadre d'un plan approuvé ou élaboré par le ministre;

ATTENDU QUE les aires forestières sur lesquelles reposaient certaines de ces infrastructures ont été intégrées dans des secteurs d'intervention dont les bois ont fait ou feront l'objet d'une vente sur le marché libre;

ATTENDU QUE, à la suite de cette intégration, les bénéficiaires mentionnés en annexe de la recommandation ministérielle ont démontré avoir subi, au cours de la période d'avril 2013 au 31 mars 2016, des préjudices pouvant donner droit à des indemnités pour un montant maximal de 797 452 \$;

ATTENDU QUE les dépenses d'infrastructures pour lesquelles les indemnités sont accordées n'ont pas fait l'objet de subventions ou de crédits;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :

QUE le gouvernement autorise le versement d'une indemnisation aux bénéficiaires de garantie d'approvisionnement mentionnés en annexe de la recommandation ministérielle d'un montant maximal de 797 452 \$ pour l'ensemble de ces bénéficiaires.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66910

Gouvernement du Québec

Décret 661-2017, 28 juin 2017

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 4 000 000 \$ au Conseil de l'industrie forestière du Québec au cours des exercices financiers 2017-2018 à 2020-2021

ATTENDU QUE lors du Forum Innovation Bois, tenu le 31 octobre 2016, le Chantier Panneaux, composé d'une quinzaine de représentants des gouvernements, des partenaires de recherche et de l'industrie, a reconnu que l'innovation est un incontournable pour assurer la prospérité de l'industrie des produits forestiers et a identifié comme prioritaire le soutien aux centres de recherche pour assurer un leadership en recherche et développement et pour favoriser le développement de produits innovants;

ATTENDU QUE, lors du Discours sur le budget du 28 mars 2017, le gouvernement du Québec a dévoilé le Plan économique du Québec comportant le financement d'une nouvelle plateforme de développement de panneaux et de bois d'ingénierie composites qui vise à positionner l'industrie québécoise des panneaux à l'avant-plan des entreprises innovantes en matière de développement de produits, d'applications, de procédés et de marchés;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 15 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs peut, pour l'exercice de ses fonctions, accorder des subventions;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs à octroyer une subvention maximale de 4 000 000 \$ au Conseil de l'industrie forestière du Québec, au cours des exercices financiers 2017-2018 à 2020-2021, pour l'implantation d'une plateforme d'innovation pour soutenir et pour accélérer le développement d'une nouvelle génération de panneaux et de bois d'ingénierie composites, le tout aux termes d'une convention à intervenir;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :